

des concepts nouveaux. C'est ainsi qu'on n'y résout le problème dans les autres pays, parce qu'on n'y trouve pas cette volonté stupide, réactionnaire et doctrinaire de ne s'occuper que de l'entreprise privée et des sociétés privées.

A vrai dire, il n'est aucun pays au monde, du moins parmi ceux que je connais, qui ne soit en proie à la disparité régionale. Parmi les pays communistes, tout d'abord, la Russie, la Chine, la Pologne et la Yougoslavie souffrent de ce problème. On en souffre aussi en Italie et en France, et, dans une mesure moindre, en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne. Même dans les pays scandinaves, où la population n'est pas très dense, certaines régions sont désavantagées par rapport à la moyenne mondiale et n'est pas le propre du Canada seulement.

J'admets qu'un tel problème ne se résout pas du jour au lendemain, en un an, ou même en cinq ans, mais nous devons nous mettre à l'œuvre. Ce n'est pas par des propositions alléchantes aux entreprises privées, ou en faisant écho aux âneries qu'elles font entendre depuis des années que les autres pays ont commencé à résoudre ce problème. Nous devons prendre modèle sur l'Italie, la France, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne et d'autres pays démocratiques, et dresser pour l'implantation de l'industrie un plan compatible avec les ressources et les spécialisations locales, qui fasse le lien entre les deux. Un tel plan doit s'échelonner sur cinq ans, au lieu de marquer le passage d'une crise à l'autre.

Si la pagaille règne dans les services du ministre c'est à cause du manque total de planification. Cette mesure législative est donc vouée à un échec, quoi qu'en pense, évidemment, le ministre et quoi qu'en pense peut-être, de son côté, l'opposition officielle. Dans toute proposition de planification et d'investissements publics, mon parti demeure seul, et je n'en suis pas fâché. Je préfère demeurer seul avec la conviction d'avoir raison, plutôt que de simplement suivre le troupeau, ce dont je ne m'excuse pas. Je le répète, l'initiative actuelle du gouvernement est vouée à un échec.

• (4.20 p.m.)

Depuis 1963, on nous promet une société canadienne de développement. Sauf erreur, depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir, que ce soit sous le régime du très hon. M. Pearson, ou du chef actuel, dans tous les discours du trône on nous promet une société de développement. Elle n'a pas encore été instituée. Pour venir à bout des situations qui existent à Montréal et à Cornwall, et pour résoudre les nombreuses difficultés qu'éprouve la région de l'Atlantique, il faut créer une société canadienne de développement et établir simultanément un programme de développement régional afin de réunir des capitaux sous le contrôle du gouvernement, qui pourraient être utilisés pour relever l'économie de toutes les régions canadiennes de façon ordonnée et systématique. C'est ce que nous aurions dû avoir.

C'est parce qu'il n'y a pas de société de développement, parce que le ministre ne peut avoir recours à aucune autre source de capitaux que les fonds affectés de temps à autre par le ministre des Finances et le président du

Conseil du Trésor (M. Drury), qu'il agit de façon si insensée. Je lui dis que le bill est inepte et que les députés qui ont parlé avant moi aujourd'hui ont eu raison de dire qu'il annule complètement le programme d'expansion régionale. Les habitants des provinces de l'Atlantique ont raison lorsqu'ils craignent de retirer de cette proposition encore moins qu'ils ne recevaient jusqu'ici. Les Québécois ont raison d'estimer qu'on aborde la solution de leurs problèmes avec une attitude futile, désinvoite et presque sottise, et qu'ils ne peuvent attendre de solution véritable aux problèmes qui se posent pour eux et pour le Canada.

Je sais donc que ce bill sera adopté parce que le gouvernement en a décidé ainsi. Je dis en premier lieu qu'il est mauvais en soi, en deuxième lieu qu'il va à l'encontre du principe d'expansion régionale. En troisième lieu, il constitue un autre exemple de carence complète de planification économique et sociale. Enfin, il n'accomplira rien pour résoudre la crise de chômage à Montréal cet hiver, et probablement pas grand-chose, même dans un an ou deux.

Quand, dans un an ou deux, nous étudierons l'œuvre du ministre, nous constaterons que celui-ci, en dépit de son grand cœur et de son désir de bien accomplir sa tâche, aura échoué à cause de sa façon de procéder et de son manque d'organisation. Il aura échoué à cause de la monstruosité confuse qu'il a créée avec ce bill.

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, il est malheureux que notre étude d'une mesure d'importance vitale comme celle-ci se fasse sous la pression d'une date limite imposée par le congé de Noël. Rien n'est plus important dans notre pays aujourd'hui que de régler un problème que le Canada connaît depuis la confédération, c'est-à-dire, la disparité économique entre les régions. Ce problème a été l'un des principaux sujets abordés par le premier ministre (M. Trudeau) pendant la campagne électorale de 1968. C'est un des sujets qui reviennent sans cesse sur le tapis à l'occasion des conférences fédérales-provinciales sur les questions constitutionnelles et autres. Étant donné que le gouvernement cherche à régler de façon précipitée ce problème fondamental, nous nous trouvons impliqués dans un débat dont l'effet sera forcément d'aggraver les tensions qui existent au Canada à cause des disparités économiques régionales.

D'autres députés qui sont intervenus dans ce débat ont fait remarquer que la ligne de conduite fondamentale du gouvernement était de se faire une conception à long terme de ces problèmes. C'est l'attitude qu'a adoptée précisément ce gouvernement vis-à-vis des questions économiques. Il y a seulement deux ou trois semaines, on nous a soumis un budget dans un contexte de crise dont l'éclosion avait été accélérée pour une large part par les troubles survenus au Québec voici quelques semaines. Depuis lors, ce budget a été qualifié par de nombreuses personnes connaissant bien les questions fiscales de «non-budget». Pour bien marquer que je n'ai pas d'opinions préconçues à cet égard, je me permettrai de me référer au nouveau chef provincial du parti libéral manitobain, M. Asper, qui s'est fait une réputation de sommité en matière fiscale grâce à son livre «The Benson Iceberg» qui a connu un grand succès. C'est en ces termes qu'il a